



**Contrat de fournitures courantes et de services**  
**Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire**  
Procédure d'appel d'offres ouvert en application  
des articles L 1111-4, L 2124-2, L 2125-1.1°,  
R 2124-2 -1°, R 2162-2 à 6 et R 2162-13 à 14  
du Code de la commande publique.

## Cahier des Clauses Particulières

### C.C.P.

## 2025\_002 – PRESTATIONS pour le REBOISEMENT de FORETS MARÉCAGEUSES

Lot 1A - Suivi d'une pépinière en zone marécageuse – Site de Golconde

Lot 1B - Suivi d'une pépinière en zone marécageuse – Site de Gaoza

Lot 1C - Installation et suivi d'une pépinière en zone marécageuse – Site de Perrin

Lot 2 - Plantations en zone marécageuse et suivi des plantations

**Acheteur : Parc National de la Guadeloupe**

Montéran

971 20 Saint-Claude

Téléphone : 0590 41 55 55

Télécopie : 0590 41 55 56



**Parc national de la Guadeloupe**

Montéran • 97120 Saint-Claude











Tél. +590 590 41 55 55 • Fax +590 590 41 55 56

[www.guadeloupe-parcnational.fr](http://www.guadeloupe-parcnational.fr) • [contact@guadeloupe-parcnational.fr](mailto:contact@guadeloupe-parcnational.fr)





## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1- ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2- DÉFINITIONS.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3- OBJET DE L'ACCORD CADRE ET CONTEXTE.....</b>	<b>5</b>
3.1 PRÉAMBULE.....	5
3.2 LIEUX D'EXÉCUTION - PÉRIMÈTRE DU PROJET.....	5
3.3 CONTEXTE ET CONTRAINTES.....	5
<b>ARTICLE 4- STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....</b>	<b>5</b>
4.1 DÉCOMPOSITION ET FORME DU MARCHÉ.....	5
4.2 ALLOTISSEMENT.....	6
4.3 NATURE DES PRESTATIONS.....	6
4.4 PIÈCES CONTRACTUELLES.....	6
<b>ARTICLE 5- INTERVENANTS.....</b>	<b>6</b>
5.1 ACHETEUR.....	6
5.2 PILOTAGE DE LA PRESTATION.....	7
5.3 REPRÉSENTATION DES PARTIES.....	7
5.4 SOUS-TRAITANCE.....	7
<b>ARTICLE 6- DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION.....</b>	<b>7</b>
6.1 DURÉE DU MARCHÉ.....	7
6.2 DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	7
<b>ARTICLE 7- RÈGLE DE NOTIFICATION DES BONS DE COMMANDE.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 8- DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 9- MISE EN OEUVRE DE L'ACTION D'INSERTION ET CONTRÔLE D'EXECUTION.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 10- DESCRIPTION DÉTAILLÉE – LOTS 1 A, B ET C - PÉPINIÈRES.....</b>	<b>9</b>
10.1 PRÉPARATION DES PÉPINIÈRES.....	9
10.2 PRÉLÈVEMENTS DES PLANTULES ET COLLECTE DES GRAINES.....	10
10.3 PRÉPARATION DES PLANTS DESTINÉS À LA REPLANTATION.....	10
<b>ARTICLE 11- DESCRIPTION DÉTAILLÉE – LOT 2 – PLANTATION ET SUIVI.....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 12- PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT.....</b>	<b>11</b>
12.1 NATURE ET CONTENU DES PRIX.....	11
12.2 VARIATION DES PRIX.....	11
12.3 CLAUSE DE SAUVEGARDE .....	12
12.4 CONTENU DES PRIX.....	12
12.5 FRAIS DE COORDINATION.....	12
12.6 TVA.....	12
12.7 CONDITIONS DE PAIEMENTS.....	13
12.7.1 Avance.....	13
12.7.2 Présentation des demandes de paiement.....	13
12.7.3 Périodicité et régime des paiements.....	14
12.7.4 Comptable assignataire des paiements.....	14
12.7.5 Délais de paiement.....	14
12.7.6 Retenue de garantie.....	14
<b>ARTICLE 13- CONDITIONS DE RÉALISATION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>14</b>
13.1 ORDRES DE SERVICES.....	14

13.2 VOIES D'ACCÈS ET CIRCULATION.....	14
13.3 RÉDUCTION DES NUISANCES.....	15
13.4 SUIVI DES PRESTATIONS.....	15
13.5 REPLIEMENT ET GESTION DES DÉCHETS.....	15
13.6 VÉRIFICATION DES PRESTATIONS ET NIVEAU D'OBLIGATION PRÉVU.....	15
13.7 DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	15
13.7.1 <i>Clause environnementale</i> .....	15
13.8 AUTRES STIPULATIONS.....	16
13.8.1 <i>Clause de réexamen et modifications du marché</i> .....	16
<b>ARTICLE 14- OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....</b>	<b>16</b>
14.1 OBLIGATIONS COURANTES DU TITULAIRES.....	16
14.1.1 <i>Assurances</i> .....	16
14.1.2 <i>Devoir d'information et de conseil</i> .....	16
14.1.3 <i>Mise en œuvre de l'action d'insertion et contrôle d'exécution</i> .....	17
14.1.4 <i>Dégradations causées aux voies publiques</i> .....	17
14.1.5 <i>Obligation de vigilance</i> .....	17
14.1.6 <i>Protection de la main d'œuvre</i> .....	18
14.1.7 <i>Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption</i> .....	18
14.1.8 <i>Réparation des dommages</i> .....	19
14.1.9 <i>Sous-traitance</i> .....	19
14.2 OBLIGATIONS LIÉES À LA SÉCURITÉ.....	19
14.2.1 <i>Confidentialité et protection des données personnelles</i> .....	19
14.2.2 <i>Signalisation d'une intervention et circulation sur les voies publiques</i> .....	19
14.2.3 <i>Sécurité et protection de la santé des travailleurs</i> .....	20
<b>ARTICLE 15- LITIGES ET SANCTIONS.....</b>	<b>20</b>
15.1 PÉNALITÉS.....	20
15.2 AUTRES STIPULATIONS.....	20
15.2.1 <i>Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire</i> .....	20
15.2.2 <i>Pénalités pour retard – observations préalables à l'application</i> .....	20
15.2.3 <i>Pénalités pour retard – plafonnement des montants</i> .....	20
15.2.4 <i>Pénalités pour retard - seuil d'exonération</i> .....	21
15.2.5 <i>Pénalités pour non-respect des obligations relatives à l'insertion</i> .....	21
15.2.6 <i>Règlement des différends</i> .....	21
15.2.7 <i>Résiliation pour faute</i> .....	21
15.3 TRIBUNAL COMPÉTENT.....	21
<b>ARTICLE 16- FIN DE LA PRESTATION.....</b>	<b>22</b>
16.1 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	22
16.2 REPLIEMENT ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX.....	22
16.3 RÉSILIATION POUR MOTIF D'INTÉRÊT GÉNÉRAL.....	22
16.4 CERTIFICAT DE BONNE EXÉCUTION.....	22
<b>ARTICLE 17- RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....</b>	<b>22</b>

 Objet du contrat	Prestations pour le reboisement de forêts marécageuses
 Acheteur	Parc National de la Guadeloupe - PNG
 Type de contrat	Marché de service – Accord cadre à bons de commande, mono-attributaire, sans minimum et avec un maximum de 100 000€ H.T. par an et par lot
 Structure	4 lots – Par nature de prestation (Lots 1A-B-C et lot 2) et géographiques (Lots 1A-B et C)
 Lieu d'exécution	Guadeloupe
 Durée du marché	12 mois – renouvelable 3 fois par tacite reconduction
 Développement durable	Clause environnementale
 Pénalités de retard	<b>P = V x R / 300</b>
 Variation des prix	Prix ajustables annuellement
 Nature des prix	Prix unitaires

## ARTICLE 2- DÉFINITIONS

 Contrat	<p>Le présent <b>contrat</b> est un accord cadre à bons de commande, mono-attributaire, sans minimum et avec un maximum annuel de 100 000€ H.T. par lot, passé en procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L 1111-4, L 2124-2, L 2125-1.1°, R 2124-2 -1°, R 2162-2 à 6 et R 2162-13 à 14 du Code de la commande publique.</p> <p>Le contrat fait référence au <a href="#">CCAG de fournitures courantes et de services du 30 mars 2021</a>. Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.</p>
 Acheteur	L' <b>acheteur</b> désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur est le Parc National de la Guadeloupe (PNG). Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté et le maître d'ouvrage.
 Titulaire	Le <b>titulaire</b> désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La <b>prestation</b> est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.



## **ARTICLE 3- OBJET DE L'ACCORD CADRE ET CONTEXTE**

### **3.1 Préambule**

Le présent accord cadre à bons de commande concerne des missions de service pour le suivi de pépinières en zones marécageuses (Lots 1A-B), l'installation d'une nouvelle pépinière en zone marécageuse et son suivi (Lot 1C – site de Perrin), ainsi que la plantation en zone marécageuse et le suivi des plantations (Lot 2).

Il s'agit de mettre en œuvre des techniques culturales pour reboiser des espaces aujourd'hui ouverts (prairies humides à herbacées, Typha) avec des arbres de taille suffisante. Un espèce en particulier est concernée, il s'agit de *Pterocarpus officinalis*.

### **3.2 Lieux d'exécution - Périmètre du projet**

Pour le lot 2, les lieux d'exécution sont les suivants : Guadeloupe – Forêts marécageuses du Grand Cul de Sac Marin y c. Grande Rivière à Goyave, zones cœurs de parc national.

Les implantations des pépinières objet des lots A, B et C sont définies et sont les suivantes (cf. cartes en annexe). Les sites de Golconde et Gaoza (Lots 1A et B) sont existants, le site de Perrin est à créer (Lot 1C) :

- Lot 1A : site de Golconde – Commune des Abymes
- Lot 1B : site de Gaoza – Commune des Abymes
- Lot 1C : site de Perrin – Commune des Abymes

### **3.3 Contexte et contraintes**

Compte tenu du caractère environnemental exceptionnel des lieux de réalisation des prestations, le niveau d'exigence sur la qualité des prestations est élevé, et le PNG sera particulièrement vigilant concernant les procédures d'exécution des prestations, notamment en zone cœur.

Les contraintes de transport des matériels et matériaux, de chargement et déchargement, sont donc importantes et concernent les 4 lots. Ces contraintes sont réputées intégrées dans les prix du Bordereau des Prix Unitaires. De même, ce contexte d'éloignement devra être intégré dans les temps « d'approche » des équipes (par voie terrestre et à pied). L'usage de véhicule motorisé (autre que brouettes mécaniques) est soumis à autorisation du PNG en zones cœur de parc.

Chaque titulaire veillera au strict respect des normes et règlements qui s'imposent dans le cadre de l'exécution de ses prestations, tant du point de vue technique qu'administratif.

Les interventions en zone cœur du Parc national sont soumises à une réglementation propre à ces espaces protégés. Une attention toute particulière doit être apportée au respect de l'environnement dans l'exécution des travaux situés dans ces milieux. Aucune dégradation, coupe ou prélèvement de végétaux, ne sera effectué. Cependant, si pour la bonne exécution des prestations, une coupe ou un abattage de végétaux paraît nécessaire, il fera l'objet d'une demande écrite d'autorisation préalable au PNG.

## **ARTICLE 4- STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT**

### **4.1 Décomposition et forme du marché**

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commande, mono-attributaire, sans minimum et avec un maximum annuel de 100 000€ H.T. par lot, passé en procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L 1111-4, L 2124-2, L 2125-1.1°, R 2124-2 -1°, R 2162-2 à 6 et R 2162-13 à 14 du Code de la commande publique.

Le contrat fait référence au [CCAG de fournitures courantes et de services du 30 mars 2021](#). Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.

## 4.2 Allotissement

Le présent accord-cadre est décomposé en 4 lots, et concerne des prestations de restauration de forêts marécageuses :

- Lot 1A – Suivi d'une pépinière en zone marécageuse – Site de Golconde
- Lot 1B – Suivi d'une pépinière en zone marécageuse – Site de Gaoza
- Lot 1C – Installation et suivi d'une pépinière en zone marécageuse – Site de Perrin
- Lot 2 – Plantations en zone marécageuse et suivi des plantations

## 4.3 Nature des prestations

Les prestations relèvent d'un contrat de fournitures courantes et de services.

Sauf dérogations spécifiées dans les pièces du marché, les spécifications du CCAG FCS en vigueur s'appliquent (arrêté du 30 mars 2021).

## 4.4 Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement du lot concerné et ses annexes
- le présent CCP et ses annexes
- le CCAG FCS (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché,
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution

En cas de contradiction entre les pièces du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité indiqué ci-avant.

# ARTICLE 5- INTERVENANTS

## 5.1 Acheteur

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Parc National de la Guadeloupe (PNG)**, représenté par **M. Harry OZIER-LAFONTAINE Directeur**, qui assure la maîtrise d'ouvrage.

Adresse et coordonnées :

**PARC NATIONAL DE LA GUADELOUPE (PNG)**

Montéran 97120 SAINT-CLAUDE

Téléphone : 0590 41 55 55 Télécopieur : 0590 41 55 56

Courriel : [agents.mg@guadeloupe-parcnational.fr](mailto:agents.mg@guadeloupe-parcnational.fr)

Site internet : <https://www.guadeloupe-parcnational.fr/fr>

## **5.2 Pilotage de la prestation**

Le pilotage du marché sera réalisé par le Parc National de Guadeloupe - Pôle Marin (PM).

## **5.3 Représentation des parties**

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations.

Si l'une de ces personnes n'est pas en mesure d'accomplir sa mission, le titulaire du marché doit en aviser immédiatement le PNG et prendre toutes les dispositions nécessaires afin que la bonne exécution des prestations ne soit pas compromise.

À ce titre, obligation est faite au titulaire de désigner un remplaçant (de qualité et de disponibilité équivalente ou supérieure) et d'en communiquer le nom, les titres et références à l'acheteur dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

## **5.4 Sous-traitance**

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, l'acheteur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de la déclaration qui leur revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

# **ARTICLE 6- DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION**

## **6.1 Durée du marché**

Le marché est conclu pour une durée de 12 mois à compter de la date de notification.

Il est renouvelable annuellement 3 fois par tacite reconduction, sans que sa durée totale ne puisse être supérieure à quatre (4) années.

## **6.2 Délais d'exécution**

Les dates et délais d'exécution des prestations seront précisés lors de l'émission de chaque bon de commande.

Le cas échéant, un planning prévisionnel des interventions sera joint au bon de commande correspondant. Les dates et si besoin les horaires des interventions y seront précisées.

## **ARTICLE 7- RÈGLE DE NOTIFICATION DES BONS DE COMMANDE**

Les règles de notification des bons de commande sont les suivantes :

- L'estimation du besoin, la période d'exécution et le délai, sont définies avant chaque commande par le PNG et la demande est transmise par mail au titulaire du lot concerné,
- Le titulaire devra confirmer par retour de mail, dans un délai de 5 jours maximum, sa disponibilité pour effectuer les prestations aux dates et périodes souhaitées par le PNG, et le cas échéant proposer une adaptation des dates et/ou délais,
- ET transmettre dans le même délai (5 jours ouvrés maximum), son devis pour les prestations demandées présenté sous la forme d'un DQE (Détail Quantitatif Estimatif), et établi selon les prix du BPU du lot concerné,
- Le délai de 5 jours (ouvrés) s'exerce à compter de la réception du mail du PNG (un accusé de réception sera demandé au titulaire consulté),

En cas d'absence de réponse dans le délai imparti, le PNG se réserve la possibilité d'appliquer des pénalités (cf. Article 15-)

Lors de chaque demande de devis émise par le PNG, le titulaire soumettra à l'approbation du PNG, un Détail Quantitatif Estimatif relatif aux prestations demandées, sur la base des prix du BPU. Pour certains prix du bordereaux (temps en J.H notamment), les quantités estimées par le titulaire devront être justifiées, et pourront faire l'objet d'une demande d'ajustement par le PNG.

Les prestations pour lesquelles il n'existe pas de prix au BPU, devront faire l'objet d'une demande de devis spécifique au titulaire. Ces prix nouveaux seront notifiées par ordre de service au titulaire, avant tout commencement des prestations correspondants.

Les prestations ne pourront en aucun cas débuter avant l'émission du bon de commande ou de l'ordre de service correspondant.

## **ARTICLE 8- DESCRIPTION DES PRESTATIONS**

Les prestations du présent contrat concernent les interventions dont le contenu est détaillé dans le Bordereau des Prix Unitaires annexé à l'AE de chaque lot.

Dès la notification du contrat au titulaire, une rencontre titulaire/PNG (agents du Pôle Marin porteur du projet) sera organisée afin de rappeler et de préciser les contraintes et attendus du PNG relatifs aux prestations objet du lot concerné.

Le prestataire est réputé avoir visité les sites concernés lors de l'établissement de son offre et ne pourra se prévaloir de sa méconnaissance des lieux.

Et notamment : les titulaires des lots 1A, 1B et 1C (pépinières) feront leur affaire de l'accès aux sites concernés, des zones de parking des véhicules, de dépôts provisoires et de stockage, nécessaires à la bonne exécution des prestations. Ces contraintes et les coûts inhérents sont réputés intégrés dans les prix du BPU de chaque lot concerné.

D'une manière générale, pour les lots 1A, B et C, les prix du BPU comprennent :

- La fourniture et la mise en œuvre des matériels, matériaux et consommables nécessaires à la réalisation des prestations.
- Les prix intègrent toutes les opérations de préparation, de mise en œuvre, de transport à pied d'œuvre des personnels, matériels et matériaux, de nettoyage du site en fin de prestation.

- Les prix intègrent également les contraintes liées au site concerné, l'ensemble des spécifications techniques, et administratives telles que détaillées dans les pièces du marché, la fourniture des équipements de sécurité et de protection individuelle.

Les prestations étant implantées en zone cœur de parc (zone protégée), l'usage de produits phytosanitaires, engrais chimique, ... est strictement interdit.

Dans un souci d'économie et de moindre impact sur l'environnement, le titulaire est fortement incité à réemployer autant que possible les matériaux et matériels en bon état (ex : pots, cageots, etc, ...).

Les matériels et équipements sont systématiquement nettoyés avant chaque interventions sur les sites en zone cœur, pour éviter la propagation d'Espèces Exotiques Envahissantes (EEE).

## **ARTICLE 9- MISE EN OEUVRE DE L'ACTION D'INSERTION ET CONTRÔLE D'EXECUTION**

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est engagé (quota de 100 heures minimum, conformément aux spécifications de l'annexe à l'acte d'engagement de chaque lot).

A cet effet, le prestataire transmettra mensuellement tous les renseignements relatifs à la mise en œuvre de l'action (date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, encadrement technique, accompagnement socio-professionnel, etc.), afin de permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation. Le constat par le représentant du PNG, de non transmission des éléments précités, donnera lieu à l'application d'une pénalité (cf. 15.1 ci-après).

En tout état de cause, le titulaire doit informer l'acheteur par tout moyens écrits permettant d'en confirmer la bonne réception (AR), qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement, afin que puissent être étudiés les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

## **ARTICLE 10- DESCRIPTION DÉTAILLÉE – LOTS 1 A, B ET C - PÉPINIÈRES**

Ces 3 lots concernent des prestations d'installation et suivi d'une pépinière en zone marécageuse. Les sites concernés ont les caractéristiques suivantes :

- Lot 1A – Site de Golconde : l'accès se fait par le quartier des Palétuviers aux Abymes, la surface estimative de la pépinière est de 760m<sup>2</sup> ;
- Lot 1B – Site de Gaoza : accessible par le quartier Gaoza aux Abymes, la surface estimative de la pépinière est de 1 980m<sup>2</sup> ;
- Lot 1C – Site de Perrin : accessible par le quartier Colcongue aux Abymes, la surface estimative de la pépinière est de 2 440m<sup>2</sup> et le périmètre (clôture) est de 280ml ;

### **10.1 Préparation des pépinières**

Les 3 sites ont été choisis autant que possible à proximité des futures zones de reboisement, en lisière, sous le couvert des arbres adultes, dans des zones suffisamment inondées pour le maintien de l'hygrométrie, pour accueillir les pépinières en pleine nature.

Les aménagements pour la nouvelle pépinière à créer (Lot 3 – Site de Perrin), se feront sous le contrôle d'un agent du Parc.

Une bâche sera étendue au sol afin d'empêcher les plants de s'enraciner dans le sol à travers les pots. Les pots seront solidarités entre eux par lots (agrafes ou lien) pour éviter tout bouleversement dû à la montée ou à l'écoulement des eaux.

Enfin l'ensemble de la pépinière sera protégé de l'intrusion éventuelle des bovins par la pose d'une clôture de 4 rangs de fil barbelé.

## **10.2 Prélèvements des plantules et collecte des graines**

Les plantules et graines destinées aux pépinières seront récoltées sur les lieux de collecte désignés par le PNG, par les personnels de chaque prestataire pour lesquels le PNG aura délivré une autorisation de prélèvement nominative en début de prestation.

En aucun cas ces autorisations de prélèvements ne pourront bénéficier à d'autres fins que la plantation sur les sites de pépinières objet du présent marché lots 1A, B ou C.

Les consignes de collectes et les zones de prélèvements définies par l'agent du PNG en charge du projet, par écrit et avant chaque mission de collecte.

Les prestations comprennent la collecte de graines et de plantules de *Pterocarpus officinalis*, par les personnels autorisés, sur les secteurs en cœur de parc désignés par le PNG, y compris transport sur le site de collecte des personnels et dépôt des graines collectées en pépinière.

Les graines seront récoltées au pied des arbres et mise en pots en complément des plantules.

Les plantules seront arrachées à la main le plus délicatement possible en veillant à ne pas endommager les racines. Lorsque le cotylédon nourricier sera encore présent à la base de la plante, un soin particulier devra être apporté à son maintien sur le système racinaire (meilleure garantie de reprise).

Les plantules seront transportées sur le lieux des pépinières où elles seront rempotées le jour même dans des containers de 5 litres, dans un mélange de terreau. Après arrosage, les pots seront installés dans les cadres.

Dans les trois semaines suivantes, les plantules qui n'auraient pas survécu à la transplantation ou qui présenteraient un aspect trop faibles seront remplacées, leur nombre sera quantifié.

## **10.3 Préparation des plants destinés à la replantation**

Les prestations des lots 1A, B et C comprennent également la préparation des plants destinés à la replantation.

La prestation comprend le transport d'un lot de 25 plants en pot depuis la pépinière jusqu'à un lieu de dépôt transitoire accessible à un véhicule de type camionnette.

Le titulaire du lot 1A, B ou C proposera à la validation du PNG le lieu de dépôt transitoire envisagé. Les plants commandés y seront entreposés au plus tôt la veille de la date de reprise prévue par le titulaire du lot 2, et ne devront en aucun cas être stockés plus de 24h sur le lieu de dépôt transitoire.

Le rechargement du lot de plants sur le site de dépôt transitoire et le transport vers le lieu de plantation en pleine terre, est à la charge du titulaire du lot 2.

## **ARTICLE 11- DESCRIPTION DÉTAILLÉE – LOT 2 – PLANTATION ET SUIVI**

Les lieux de plantation des arbustes sont les zones de forêts marécageuses du Grand Cul de Sac Marin y c. Grande Rivière à Goyave, zones cœurs de parc national.

Si toutefois des plantations sont envisagées par le PNG, dans le cadre de ce marché, sur d'autres secteurs que ceux précisé ci-avant, un prix nouveau de collecte, transport et livraison sera proposé par le prestataire, et après validation du PNG, notifié au prestataire dans le respect des règle de la commande publique.

Les prestations objet du lot 2 concernent :

- l'ouverture de layons sur des zones à typha (2m de large) ou des zones à herbacées (1m),
- la collecte, le transport et la livraison sur le site de plantation en pleine terre, des plants produits dans les pépinières objet des lots 1A, B ou C,
- la trouaison et la mise en terre des plants, y compris pose de tuteurs si besoin,
- l'entretien et le suivi des plantations : il s'agit de procéder à l'abattage des repousses dans les layons, et à l'enlèvement des ipomoea « bois patate » sur les arbres. La fréquence de passage est à déterminer en accord avec le PNG en fonction des constats réalisés sur chaque site,
- la rédaction et la transmission au PNG de rapports de suivi détaillant l'ensemble des prestations réalisées depuis le dernier rapport (plantation, entretien, etc, ...). Le format du rapport sera proposé en début de marché par le prestataire, et validé par le PNG. La fréquence moyenne de production d'un rapport est mensuelle, elle pourra être adaptée en fonction des besoins,
- des prestations ponctuelles de préparation de plantation à but pédagogique comprenant :
  - ✓ la préparation d'un layon et l'amenée sur place du nombre de plants requis pour la plantation pédagogique,
  - ✓ la préparation des trous,
  - ✓ le contrôle des plantations effectuées à l'issue de l'animation et la replantation si besoin (mise en terre des plants effectuée par des enfants, il est parfois nécessaire de reprendre correctement la plantation de crains arbustes),
  - ✓ la plantation des plants non utilisés en fin d'animation,
  - ✓ l'animation pédagogique proprement dite sera réalisée par les agents du PNG et n'est pas à la charge du titulaire du lot 2.

## ARTICLE 12- PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

### 12.1 Nature et contenu des prix

Pour les 4 lots, il s'agit de prix unitaires.

### 12.2 Variation des prix

Les prix sont ajustables.

Les prix sont fermes la première année d'exécution du marché, puis ajustés à chaque date anniversaire de notification du marché, correspondant à la date de la reconduction annuelle.

Le titulaire fournit à chaque reconduction annuelle, avec justifications à l'appui, le calcul du pourcentage de variation des prix unitaires de son BPU.

Les prix unitaires du marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois M0, correspondant au mois de remise des offres.

L'ajustement est effectué chaque année à l'échéance par application d'un coefficient  $C_n$  déterminé par la formule suivante :

$$C_n = I_n/I_0$$

dans laquelle  $I_0$  et  $I_n$  sont les valeurs de l'Indice (I) prises aux mois zéro (M0) et Mn

Le mois Mn est le mois correspondant à l'échéance concernée, soit :

- pour la première année du contrat à la date anniversaire à compter de la date de notification du marché ;

- pour les années suivantes : à la date anniversaire à compter de la date de la dernière reconduction du marché.

L'ajustement s'opère à la hausse ou à la baisse. A chaque échéance annuelle le titulaire devra donner tous les éléments et motifs justifiant l'évolution des prix, et fournir à l'acheteur un bordereau de prix ajustés.

L'indice d'ajustement I est calculé comme suit :

- $I_n$  = valeur de EV4 au mois N
- $I_0$  = valeur de EV4 au mois 0
- avec EV4 = Index divers de la construction - Travaux d'entretien d'espaces verts - Base 2010 Identifiant 001711017

Le calcul est effectué avec 2 décimales et arrondi par excès.

### 12.3 Clause de sauvegarde

L'acheteur se réserve le droit de dénoncer le marché si la hausse des prix est supérieure à 5 %, après une mise en demeure adressée au titulaire et sans que le prestataire puisse prétendre à aucune indemnité.

### 12.4 Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Les prix du titulaire sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations, que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public ;
- de phénomènes naturels ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets le cas échéant ;
- des contraintes de site d'une manière générale : éloignement, présence d'obstacles naturels, passages en terrain privé,
- ...

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations.

Ainsi, le titulaire est réputé avoir inclus dans ses prix, toutes les sujétions et notamment les sujétions liées à l'éloignement des sites, ainsi que celle liées aux interventions en zone protégée.

### 12.5 Frais de coordination

En cas de groupement conjoint, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcoût les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

### 12.6 TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les montants des acomptes (le cas échéant) sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts. Lors du paiement des acomptes le fait générateur est réputé intervenir lors de l'expiration de la période de décompte correspondant.



En cas de sous-traitance et conformément aux dispositions relatives à l'autoliquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant adresse une facture en hors taxe pour les prestations réalisées.

La TVA relative aux prestations sous-traitées est, quant à elle, perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

## **12.7 Conditions de paiements**

### **12.7.1 Avance**

S'agissant d'un accord cadre à bons de commande ne comportant pas de minimum fixé en valeur, le versement d'une avance est prévue, sauf renoncement du titulaire (à préciser dans l'Acte d'Engagement au moment de l'offre), dans les conditions suivantes (cf. art. 2191-16 du CCP) :

- montant du bon de commande supérieur à 50 000€ H.T.
- et dans la mesure où le délai d'exécution de la prestation est supérieur à 2 mois

L'option A telle que définie à l'article 11 du CCAG FCS s'applique.

Le taux de cette avance est fixé à 20 %.

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

Le remboursement de l'avance débute quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant TTC du bon de commande correspondant.

### **12.7.2 Présentation des demandes de paiement**

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 11.3 et suivants du C.C.A.G.-FCS.

La facture afférente au paiement devra mentionner, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro d'inscription au SIRET et RCS
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement
- (un relevé d'identité bancaire ou postal sera joint à la première facture)
- la date et le numéro de la facture
- la référence du marché et le numéro de lot
- N° du bon de commande (Engagement Juridique)
- le pourcentage d'avancement des travaux
- le montant hors taxe de la prestation correspondante, éventuellement ajusté ou remis à jour
- le rappel des prestations déjà facturées (cumul situations antérieures)
- le montant correspondant au remboursement de l'avance le cas échéant
- le taux et le montant de la TVA
- le montant total des prestations admises HT et TTC

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Le numéro SIRET du PNG est le suivant : 189 710 080 00020

### **12.7.3 Périodicité et régime des paiements**

Conformément à l'article R2191-22 du CCP, la périodicité du versement des acomptes est fixée à trois mois.

Cependant, si le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article R. 2151-13, ce délai est ramené à un mois.

Ainsi, sauf dans le cas cité ci-avant, les prestations dont la durée n'excède pas 3 mois seront réglées pour solde à la réception, et pour les prestations de plus de 3 mois, les paiements seront trimestriels et réglés par acompte.

Conformément à l'article R2191-21 du CCP, le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. Le cas échéant, il est diminué du remboursement de l'avance quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant TTC du bon de commande correspondant.

### **12.7.4 Comptable assignataire des paiements**

Monsieur Frédéric DEVAUX

Agent comptable de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) et des établissements rattachés

125 impasse Adam Smith

Immeuble Tabella, ZAC aéroport

34470 Perols

Téléphone : 04 67 41 67 47

Télécopie : 04 67 52 82 12

### **12.7.5 Délais de paiement**

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

- IM : montant des intérêts moratoires
- M : montant TTC de la demande de paiement
- Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points
- J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement
- F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

### **12.7.6 Retenue de garantie**

Sans objet.

## **ARTICLE 13- CONDITIONS DE RÉALISATION DES PRESTATIONS**

### **13.1 Ordres de services**

Les ordres de service sont datés, numérotés et notifiés par l'acheteur au titulaire qui en accuse réception.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il doit les notifier au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage dans un délai de quinze jours.

### **13.2 Voies d'accès et circulation**

Les voies d'accès aux zones d'intervention seront maintenues par le titulaire en parfait état de propreté. Dans le cas où les voies d'accès aux sites concernés par les prestations, nécessitent de traverser un terrain privé, le titulaire du lot concerné est en charge de l'obtention de l'autorisation de passage du ou des propriétaires, et fait son affaire le cas échéant des frais inhérents, et de la remise en état du terrain à la fin de la prestation.

### **13.3 Réduction des nuisances**

Compte tenu du fait que les travaux objet du présent marché, concerne principalement les zones protégées de cœur de parc, une attention particulière sera apportée par le PNG aux moyens mis en œuvre par le titulaire pour réduire les nuisances sur l'environnement.

Le titulaire met tout en œuvre pour réduire les nuisances acoustiques des engins et matériels le cas échéant, les nuisances olfactives et les productions de poussières et fumées. Le titulaire est informé que durant l'exécution du contrat, il doit être en mesure de justifier de sa conformité au regard des éléments précédents sur simple demande du PNG.

### **13.4 Suivi des prestations**

Le suivi des prestations est assuré par un agent représentant le PNG, désigné dès l'émission du bon de commande.

Le représentant du PNG se réserve le droit de procéder à des visites imprévisibles en cours d'intervention du titulaire.

Dans tous les cas, un représentant du PNG devra être averti de la fin d'une prestation afin de constater sa bonne exécution et de réaliser le service fait. Le constat de service fait est une condition sine qua non pour le dépôt de la facture correspondante sur Chorus Pro (cf. 12.7.2 ci-avant).

### **13.5 Repliement et gestion des déchets**

Le titulaire devra veiller au parfait nettoyage des lieux d'intervention, à la remise en état des lieux et à l'évacuation complète des déchets le cas échéant, vers des centres de traitement agréés.

### **13.6 Vérification des prestations et niveau d'obligation prévu**

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

### **13.7 Développement durable**

#### **13.7.1 Clause environnementale**

Le contrat comporte des obligations fortes en matière de protection de l'environnement. Il s'agit essentiellement de l'application de la réglementation dans les zones cœur de parc.

Certaines interventions feront l'objet d'une analyse spécifique par le PNG, et il sera demandé au titulaire de décrire précisément la procédure qu'il envisage de mettre en œuvre (moyens humains, matériel, techniques utilisées, ...).

Dans tous les cas, il revient au titulaire de fournir au PNG l'ensemble des éléments nécessaires à l'analyse de l'impact des interventions sur le milieu.

Des prescriptions particulières liées au contexte environnemental spécifique du PNG (présence d'espèces protégées, ...) pourront être imposées au titulaire qui devra les mettre en œuvre.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

Le PNG sera particulièrement vigilant concernant le respect de ces obligations en matière de protection de l'environnement.

En cas de manquement constaté, une pénalité forfaitaire pourra être appliquée (cf. 15.1 du présent CCP).

## **13.8 Autres stipulations**

### **13.8.1 Clause de réexamen et modifications du marché**

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

Dans le cadre d'événements particuliers, localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du titulaire l'application de mesures transitoires de prévention et de sécurité.

L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser.

Dans le cas où ces mesures engendreraient des adaptations de délais ou des coûts supplémentaires, le titulaire demande leur prise en charge par l'acheteur en produisant tous les justificatifs appropriés. Le cas échéant un acte modificatif est établi si les prix du contrat doivent être réévalués.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, la résiliation du contrat pour événements extérieurs peut être prononcée par l'acheteur, sans indemnité pour le titulaire.

## **ARTICLE 14- OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **14.1 Obligations courantes du titulaires**

#### **14.1.1 Assurances**

Le titulaire souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés aux personnes ou aux biens par l'exécution des prestations, avant et après réception des travaux.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG FCS, le titulaire devra justifier avant la notification du contrat, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie qui doivent être adaptés aux caractéristiques des prestations objet du contrat.

#### **14.1.2 Devoir d'information et de conseil**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

#### **14.1.3 Mise en œuvre de l'action d'insertion et contrôle d'exécution**

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le prestataire s'est engagé (quota de 100 heures minimum par année, conformément à l'annexe de l'Acte d'Engagement). A cet effet, il produira tous les renseignements relatifs à la mise en œuvre de l'action (date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, encadrement technique, accompagnement socio-professionnel, etc.), afin de permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation. Le refus caractérisé de transmission de ces renseignements entraîne l'application d'une pénalité prévue à l'article 12.2.5 du présent CCP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le Maître d'Ouvrage par courrier recommandé avec AR, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement, afin que puissent être étudiés les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de manquement grave du prestataire à son engagement d'insertion, le Maître d'Ouvrage peut procéder à la résiliation du marché dans les conditions prévues au CCAG, procéder à des pénalités selon les modalités ci-dessous ( article 12.2.5 du CCP)

#### **14.1.4 Dégradations causées aux voies publiques**

Les contributions ou réparations éventuellement dues pour les dégradations causées aux voies publiques par les engins du titulaire et résultant de ses prestations et interventions, sont entièrement à la charge du titulaire.

#### **14.1.5 Obligation de vigilance**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;

- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'Urssaf, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- le certificat social URSSAF ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

#### **14.1.6 Protection de la main d'œuvre**

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

#### **14.1.7 Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;

- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

#### **14.1.8 Réparation des dommages**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

#### **14.1.9 Sous-traitance**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

### **14.2 Obligations liées à la sécurité**

#### **14.2.1 Confidentialité et protection des données personnelles**

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

#### **14.2.2 Signalisation d'une intervention et circulation sur les voies publiques**

Pour les prestations ayant un impact sur la circulation publique (le long d'une voirie, sur les aires de pique-niques, ....), la signalisation à l'usage du public doit être conforme aux instructions réglementaires en la matière.

Une attention particulière sera apportée à la signalétique et à la sécurisation des zones d'intervention accessibles au public (sentiers de randonnée, aire de pique-nique, ...), notamment pour ce qui concerne les prestations d'élagage et d'abattage d'arbres).

### 14.2.3 Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Le titulaire prend sur son chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers.

## ARTICLE 15- LITIGES ET SANCTIONS

### 15.1 Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard	En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat et par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, le titulaire encourt les pénalités pour retard calculées au moyen de la formule $P = V \times R / 300$ . Avec :  P : montant de la pénalité V : valeur HT du bon de commande correspondant R : nombre de jours calendaires de retard
Pénalité pour absence de réponse dans le délai contractuel, aux demandes de devis transmises au titulaire par le PNG	En cas de manquement constaté par le PNG, il sera appliqué au 2ème constat de manquement, une pénalité forfaitaire de :  <b>300€ / manquement constaté</b>
Pénalité pour non transmission des éléments relatifs à la mise en œuvre et au suivi de l'action d'insertion	Sur constat de non réception des éléments :  <b>200€ / manquement constaté</b>
Repliement et remise en état des lieux	Sur constat contradictoire :  <b>500€ / manquement constaté</b>

### 15.2 Autres stipulations

#### 15.2.1 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent.

#### 15.2.2 Pénalités pour retard – observations préalables à l'application

En cas de retard constaté dans les délais d'exécution des prestations, l'acheteur invite le titulaire à présenter ses observations. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse probante du titulaire, les pénalités pour retard sont appliquées.

#### 15.2.3 Pénalités pour retard – plafonnement des montants

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 15 % du montant total hors taxes du bon de commande considéré.



#### **15.2.4 Pénalités pour retard - seuil d'exonération**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, les pénalités pour retard le titulaire est exonéré des pénalités si le montant total ne dépasse pas 300 € pour le bon de commande considéré.

#### **15.2.5 Pénalités pour non-respect des obligations relatives à l'insertion**

En cas de non-respect des engagements pris, une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché dans un délai de 15 jours sera adressée à l'entreprise. En cas de mise en demeure restée sans réponse, une pénalité sera appliquée sur les sommes dues au titulaire. Le montant de la pénalité sera calculé de la manière suivante :

$P = H \times [5 \times \text{SMIC Horaire}]$

P : montant de la pénalité

H : nombre d'heures d'insertion non effectuées

SMIC Horaire = Smic horaire brut

#### **15.2.6 Règlement des différends**

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

#### **15.2.7 Résiliation pour faute**

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41 du CCAG FCS. La résiliation ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

### **15.3 Tribunal compétent**

A défaut de parvenir à un accord à l'amiable, et avant de saisir la juridiction compétente, pour les litiges nés de l'exécution du marché, les parties peuvent convenir de saisir le comité consultatif de règlement amiable qui est chargé de trouver une solution amiable et équitable.

En cas de contentieux, les parties conviennent de saisir le Tribunal Administratif dans le ressort duquel se situe le Parc National de la Guadeloupe :

#### **Tribunal Administratif de Basse-Terre**

34, chemin des Bougainvilliers

Cité Guillard

97100 BASSE-TERRE

Téléphone : 05 90 38 49 00 Télécopie : 05 90 81 96 70

Courriel : [greffe.ta-basse-terre@juradm.fr](mailto:greffe.ta-basse-terre@juradm.fr)

## **ARTICLE 16- FIN DE LA PRESTATION**

### **16.1 Propriété intellectuelle**

Les prestations objet du contrat ne font appel à aucune œuvre de l'esprit particulière. Les dispositions du CCAG relatives à la propriété intellectuelle sont sans objet.

### **16.2 Repliement et remise en état des lieux**

Le cas échéant pour les prestations le nécessitant, le titulaire procède au fur et à mesure de l'avancement au nettoyage et à la remise en état des emplacements occupés pour l'exécution des prestations.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par l'acheteur, les matériels, installations et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire.

### **16.3 Résiliation pour motif d'intérêt général**

A tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

Conformément à l'article 42 du CCAG FCS, l'indemnisation est fixée à 5 % du montant H.T. annuel minimum de l'accord-cadre, diminué du montant des prestations déjà réalisées dans la période concernée.

### **16.4 Certificat de bonne exécution**

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

## **ARTICLE 17- RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES**

L'acheteur se réserve la possibilité de recourir à un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, en application de l'article R 2122-7 du Code de la commande publique.

S'agissant d'un accord cadre à bons de commande, le montant total envisagé y compris celui des nouvelles prestations, est le montant maximum par lot indiqué dans le marché initial soit :

- 100 000€ HT par an et par lot, pour une nouvelle prestation d'installation et/ou de suivi de pépinière en zone marécageuse,
- 100 000€ HT par an et par lot, pour une nouvelle prestation de plantation en zone marécageuse et suivi des plantations).

**Liste des dérogations au CCAG FCS 2021 :**

L'art. 4.4 du présent CCP déroge à l'art. 4.1 du CCAG FCS

L'art. 14.1.1 du présent CCP déroge à l'art. 9.2 du CCAG FCS

L'art. 15.1 du présent CCP déroge à l'art. 14.1.1 du CCAG FCS

L'art. 15.2.3 du présent CCP déroge à l'art. 14.1.2 du CCAG FCS

L'art. 15.2.4 du présent CCP déroge à l'art. 14.1.3 du CCAG FCS

A Saint-Claude, le

7 juillet 2025

Le Directeur



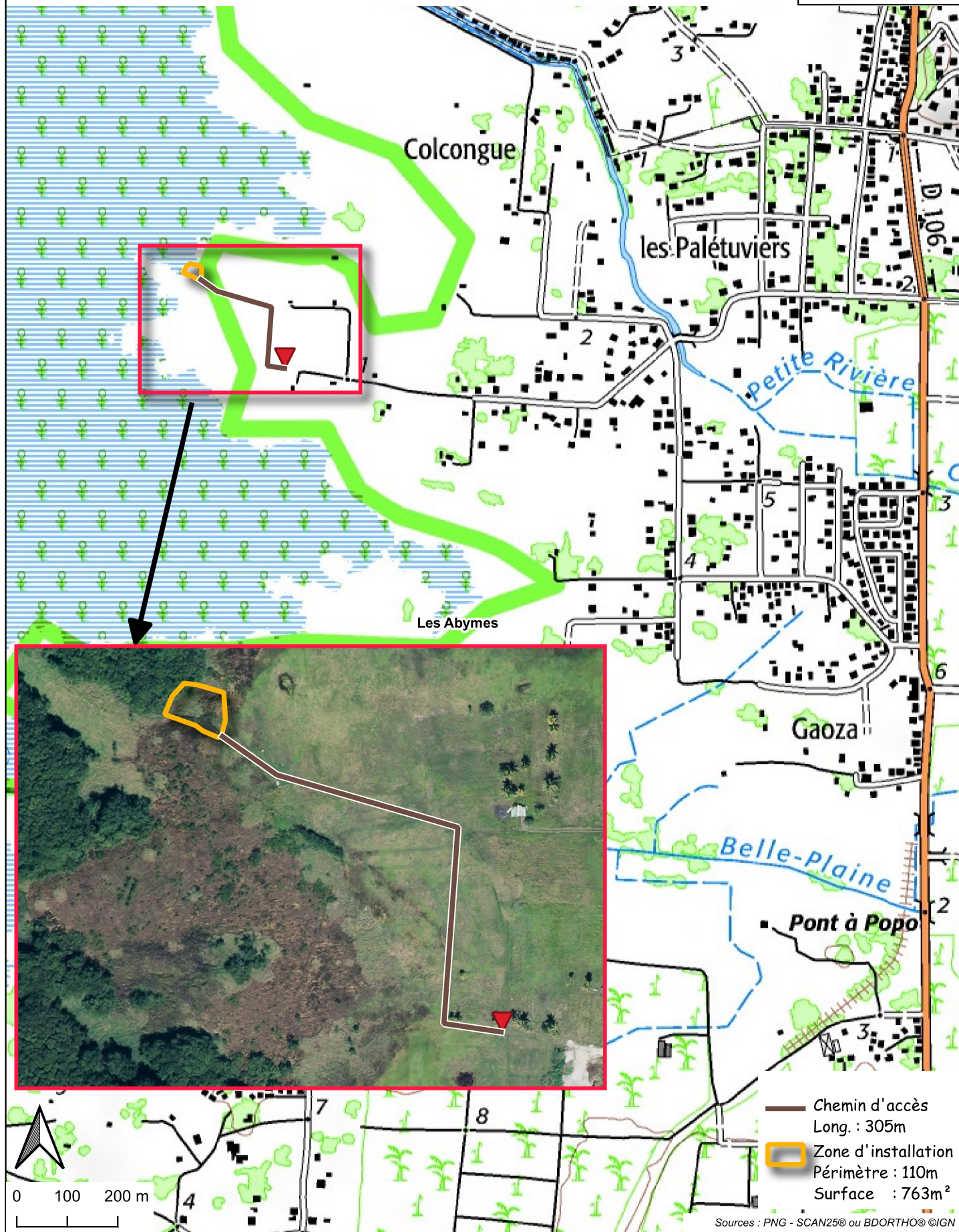
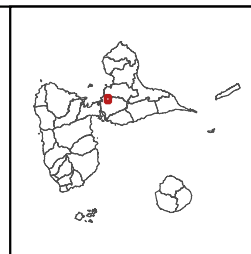




Parc national  
de la Guadeloupe

Date de création : 02/06/25  
CARTE PNG N° 23630625

# Restauration de forêts marécageuse Installation et suivi d'une pépinière en zone marécageuse Site de Golconde - Les Abymes







Parc national  
de la Guadeloupe

Date de création : 10/02/25  
CARTE PNG N° 23610225

# Restauration de forêts marécageuse Installation et suivi d'une pépinière en zone marécageuse Site de Gaoza - Les Abymes







Parc national  
de la Guadeloupe

Date de création : 17/04/25  
CARTE PNG N° 23620425

# Restauration de forêts marécageuse

## Installation et suivi d'une pépinière en zone marécageuse

### Site de Perrin - Les Abymes

